



Un potentiel inexploité

Une analyse des flux de financement public international de la lutte contre le changement climatique destinés à l'agriculture durable et aux agriculteurs familiaux

REPORT NOVEMBER 2023



Résumé

Les petits exploitants familiaux sont les héros méconnus du système alimentaire mondial. Ils produisent plus d'un tiers de la nourriture consommée et jouent un rôle clé dans l'adaptation au changement climatique. Pourtant, une nouvelle analyse révèle qu'ils ne reçoivent que 0,3 % du financement international consacré à la lutte contre le changement climatique.

Le changement climatique frappe les récoltes du monde entier. Il entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires et a contribué à plonger **122 millions de personnes** dans la faim depuis 2019. Nous devons créer des systèmes alimentaires plus durables et résilients, capables de nourrir les populations dans un contexte climatique changeant, mais nous ne pouvons le faire sans les agriculteurs familiaux.

Les exploitations familiales de moins de deux hectares produisent un tiers (**32 %**) des denrées alimentaires de la planète. De leur côté, les exploitations de moins de 5 hectares situées dans les pays en développement génèrent plus de la **moitié de** la production mondiale de 9 cultures de base : le riz, l'arachide, le manioc, le millet, le blé, la pomme de terre, le maïs, l'orge et le seigle. Elles produisent par ailleurs près des trois quarts du café et de 90 % du cacao.

Elles constituent également le pilier des économies rurales. Plus de 2,5 milliards de personnes dans le monde dépendent des exploitations agricoles familiales pour leur subsistance. En Afrique subsaharienne, où jusqu'à 80 % des activités agricoles sont le fait de petits exploitants, l'agriculture représente 23 % au PIB régional.

Les agriculteurs familiaux jouent également un rôle clé dans l'adaptation au changement climatique. Ils ouvrent la voie de la transition vers des systèmes alimentaires plus diversifiés et respectueux de la nature qui, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), sont **nécessaires** pour préserver la sécurité alimentaire dans un contexte climatique changeant. Nombre d'entre eux pratiquent déjà une agriculture résiliente au changement climatique, notamment grâce à des approches telles que l'agroécologie. Ils cultivent une plus grande variété de produits, y compris traditionnels, mélangent les cultures, l'élevage, la sylviculture et la pêche, limitent l'utilisation d'intrants chimiques et collaborent étroitement avec les marchés locaux.

Pourtant, une nouvelle analyse des flux publics internationaux consacrés à l'action climatique réalisée par Climate Focus au nom de réseaux d'agriculteurs familiaux représentant plus de 35 millions de personnes en Afrique, en Amérique latine, en Asie et dans le Pacifique, révèle que seule une infime partie de ces financements est consacrée aux agriculteurs familiaux et à l'agriculture durable :

- Depuis 2012, seuls 11 % des financements publics pour le climat ont été consacrés à l'agriculture, à la sylviculture et à la pêche, soit une moyenne de 7 milliards de dollars par an. En 2021, 8,4 milliards de dollars ont été consacrés à ce secteur, soit environ la moitié des 16 milliards de dollars consacrés à des projets appartenant au secteur de l'énergie.



- Seuls 2 % du financement public international pour le climat, soit 2 milliards de dollars, ont été alloués aux petits exploitants familiaux et aux communautés rurales en 2021. Cela représente environ 0,3 % du total du financement international pour le climat provenant de sources publiques et privées. Rien qu'en Afrique subsaharienne, les besoins en financement des petits exploitants sont estimés à environ 170 milliards de dollars par an.
- En 2021, seul un cinquième (19 %) du financement climatique international pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche a été consacré au développement de pratiques plus durables et résilientes (1,6 milliard de dollars). Il s'agit là d'une infime partie des 300 à 350 milliards de dollars nécessaires chaque année.

L'analyse montre également que 80 % des fonds destinés à l'agriculture, à la pêche et à la sylviculture sont obtenus par l'intermédiaire des administrations bénéficiaires et des ONG des pays donateurs. Il est donc souvent plus difficile pour les organisations d'agriculteurs familiaux d'accéder aux financements en raison d'un manque d'informations sur la manière de procéder et l'endroit où s'adresser pour en faire la demande, de règles d'éligibilité injustes et de processus de demande complexes. Les petits exploitants familiaux n'ont perçu qu'un quart (24 %) des dépenses consacrées au secteur en 2021.

L'accès au financement est symptomatique d'un problème beaucoup plus vaste qui voit les organisations représentant les petits exploitants familiaux mises à l'écart des prises de décisions en matière d'alimentation et de climat. Au niveau national, les préoccupations et les propositions des petits agriculteurs familiaux sont rarement prises en compte par les gouvernements. De plus, les contraintes financières et d'éligibilité les empêchent de prendre part aux forums internationaux tels que les sommets des Nations unies sur l'ambition climatique.

Il est à espérer que le sommet des Nations unies sur l'ambition climatique, qui se tiendra à Dubaï, permettra de changer la donne. La présidence des Émirats arabes [unis demande aux gouvernements](#) de s'engager à inclure pour la première fois des plans nationaux d'atténuation et d'adaptation pour l'alimentation et l'agriculture. Nous espérons également qu'un accord sur un objectif mondial d'adaptation au sommet de la COP28 permettra de concentrer les efforts et de débloquer davantage de soutien et de financement pour l'alimentation et l'agriculture.

Tandis que le monde prend de plus en plus conscience de l'urgence de créer des systèmes alimentaires plus durables et résilients, il est essentiel que les gouvernements et les bailleurs de fonds reconnaissent les agriculteurs familiaux comme des partenaires de poids dans la lutte contre le changement climatique. Cela implique que davantage de financements soient directement attribués aux organisations de petits agriculteurs familiaux et à des pratiques véritablement durables et résilientes au changement climatique, et que ces agriculteurs aient leur mot à dire dans la prise de décisions liées à l'alimentation et au climat.



Méthodologie

Ce rapport présente une analyse des flux de financement public international pour le climat réalisée par Climate Focus. Il s'appuie sur les données relatives à l'aide publique au développement en matière de changement climatique publiées par l'Organisation de coopération économique (OCDE) et le [Comité d'aide au développement \(CAD\)](#).

La base de données de l'OCDE comprend l'aide publique au développement (APD), les autres apports du secteur public (AASP), les subventions privées et les montants privés mobilisés déclarés par des entités membres et non-membres du CAD. Elle permet d'analyser le financement de la lutte contre le changement climatique entre 2000 et 2021 en s'appuyant sur les flux financiers provenant des bailleurs de fonds (à savoir les flux bilatéraux et les contributions aux organisations multilatérales) et sur les flux financiers destinés aux bénéficiaires (à savoir les flux bilatéraux et les dépenses des bailleurs de fonds multilatéraux). Elle ne comprend pas d'informations sur les décaissements.

L'analyse suivante a été réalisée en utilisant le dollar américain actuel comme monnaie :

1. Évaluation du financement climatique accordé à différents secteurs et régions depuis 2000 et aperçu pour 2021 - l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.
2. La base de données a été filtrée afin de dresser un tableau des financements climatiques destinés au secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche.
3. Les données sur le financement accordé au secteur "Agriculture, sylviculture, pêche" pour 2020 et 2021 ont été analysées plus en détail. Cela a permis d'obtenir un aperçu des dépenses les plus récentes attribuées aux pratiques durables, aux petits exploitants agricoles et aux communautés rurales en faveur de l'agriculture et de la production alimentaire. Des recherches par mots-clés dans les titres et les descriptions des projets ont permis d'identifier les plus pertinents. Les mots-clés qui ont été utilisés concernent :
 - Les petits exploitants familiaux et les communautés rurales en utilisant les mots clés suivants : en anglais "smallholders", "family farms", "peasants", "Indigenous" ou "rural community", en espagnol "Campesino", "agricultor", "agricultora", "familiar", "rural" ou "indígena" et en français "petits exploitants", "rurale" ou "indigène"
 - Des mots-clés liés aux pratiques durables : durable, sustentable et la traduction espagnole "sostenible"
 - Des mots-clés liés à l'agroécologie : "agroécologie", "agro-écologie", "agro-écologique" et "agroforesterie", "agroécologique" dans les descriptions des projets, ainsi que "agroecología" en espagnol.

L'analyse fournit une estimation prudente des flux financiers vers le secteur agroalimentaire et les petits producteurs. Les estimations précédentes sont nettement plus élevées. Par exemple, [l'analyse](#) de l'Organisation des Nations unies pour



l'alimentation et l'agriculture (FAO) a estimé que le "secteur de l'agriculture et de l'utilisation des terres" a reçu 18 milliards de dollars en 2018, soit plus du double des 8,4 milliards de dollars estimés pour 2021 par Climate Focus. Un [rapport](#) de la Climate Policy Initiative (CPI) a estimé que 10 milliards de dollars par an ont été alloués aux petits exploitants agricoles en 2017/2018, contre 2 milliards de dollars en 2021 selon Climate Focus.

La principale raison à cette différence est que l'analyse de Climate Focus utilise la catégorisation de l'OCDE qui classe les flux financiers de l'APD par secteur, en mettant l'accent sur le financement de "l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche" et sur les projets qui mentionnent spécifiquement les petits exploitants familiaux et les communautés rurales. Cela permet d'estimer les financements destinés à soutenir ces agriculteurs ainsi que la production alimentaire. L'analyse de la FAO et de l'IPC inclut les financements destinés à un éventail de secteurs beaucoup plus large, tels que l'énergie, qui peuvent bénéficier aux petites exploitations familiales, mais qui ne sont pas spécifiquement destinés à ces dernières ou à la production alimentaire.

Il est également probable que des projets en faveur des pratiques durables, des petits exploitants familiaux et des communautés rurales ne soient pas retenus parce que les mots-clés correspondants ne figurent pas dans les titres et les descriptions des projets. Cela souligne la nécessité de publier des informations détaillées sur les flux financiers.

Financement international de la lutte contre le changement climatique

Le financement international de la lutte contre le changement climatique désigne au sens large les financements consacrés à des activités dont l'objectif déclaré est d'atténuer le changement climatique ou de soutenir l'adaptation à ses effets. Il **comprend** les flux multilatéraux circulant dans et hors de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de l'Accord de Paris, ainsi que les flux bilatéraux aux niveaux national et régional. Les fonds multilatéraux pour le climat sont les principaux fournisseurs de financement climatique. Il s'agit d'institutions internationales financées par plusieurs pays développés dans le but spécifique de faire progresser les objectifs climatiques, généralement dans les pays moins développés. Il s'agit par exemple du **Fonds pour l'environnement mondial**, du **Fonds d'adaptation** et du **Fonds vert** pour le climat. Le financement climatique est largement dispersé sous forme de subventions et de prêts concessionnels.

Les premiers bénéficiaires du financement climatique sont généralement les gouvernements nationaux ou infranationaux, les institutions de financement du développement, les institutions de recherche ou les organisations non gouvernementales basées dans les pays donateurs ou bénéficiaires. Ces institutions sont généralement chargées de gérer les décaissements en faveur des bénéficiaires finaux. De nombreux pays en développement ont créé des fonds régionaux et/ou nationaux qui regroupent des ressources nationales, internationales et privées. Cela permet de faciliter leur gestion et leur distribution.



Financement climatique pour l'agriculture, la pêche et la sylviculture

Les dépenses liées à l'aide internationale consacrées à l'action climatique ont augmenté de manière significative au cours de la dernière décennie, avec 96 milliards de dollars engagés pour l'atténuation et l'adaptation aux effets du changement climatique en 2021 seulement. Le financement du secteur agroalimentaire - agriculture, pêche et sylviculture - a également augmenté mais reste comparativement faible :

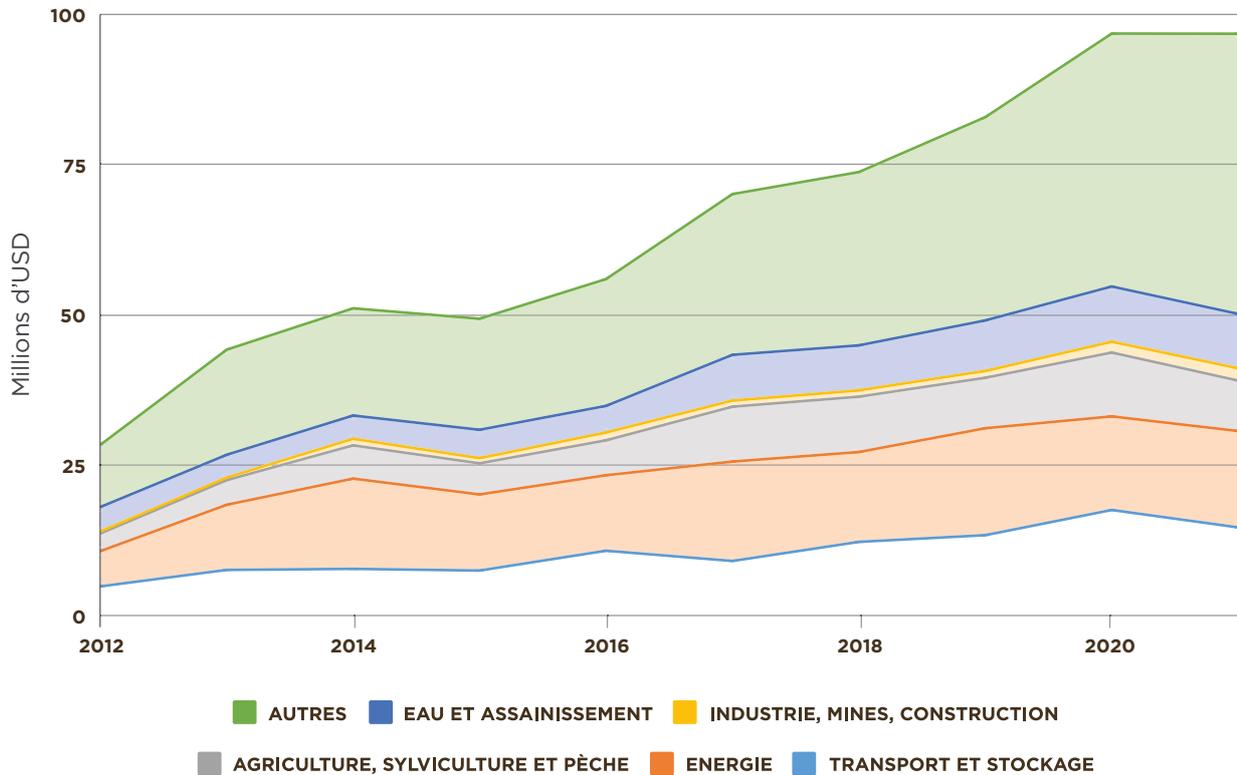
- Le secteur agroalimentaire n'a reçu que 11 % de l'ensemble du financement public international pour le climat - environ 7 milliards de dollars par an - depuis 2012.
- En 2021, 8,4 milliards de dollars de financement public international pour le climat ont été alloués au secteur agroalimentaire, contre 16 milliards de dollars pour celui de l'énergie. Cela ne [représente qu'une fraction](#) des 300 à 350 milliards de dollars nécessaires chaque année pour créer des systèmes alimentaires plus durables et résilients.

Le faible niveau de financement de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture est préoccupant compte tenu de l'impact du changement climatique sur la production alimentaire et de la mesure dans laquelle l'alimentation et l'agriculture alimentent la crise du climat et de la biodiversité. La productivité agricole a déjà [diminué de 21 %](#) par rapport à un monde sans changement climatique. De plus, le secteur de l'alimentation et de l'agriculture est responsable de 29 % des [émissions de gaz à effet de serre et de 80 % de la déforestation mondiale](#).

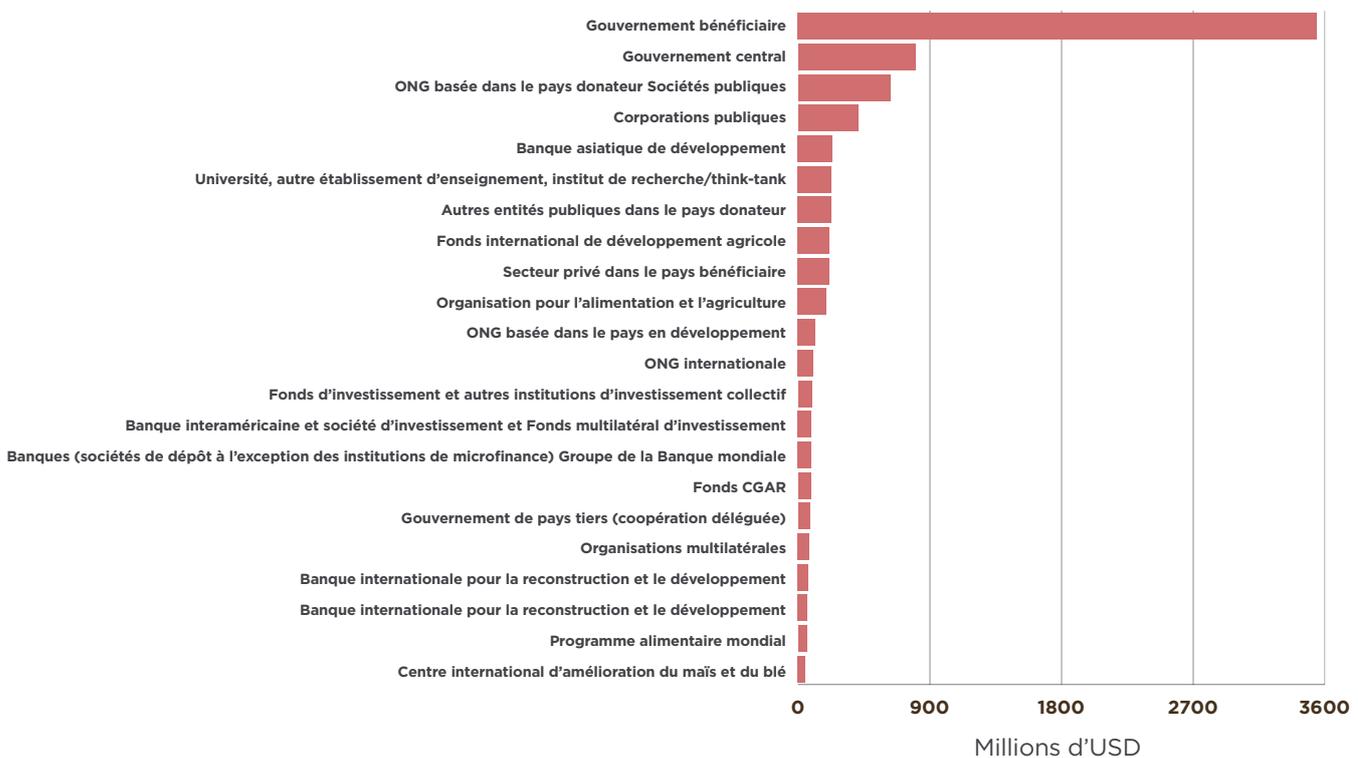
Un état des lieux des flux financiers destinés à l'alimentation, à la pêche et à la sylviculture en 2021 révèle que la Banque mondiale, l'Allemagne, le Fonds vert pour le climat et les institutions de l'Union européenne ont fourni plus de la moitié (54 %) de l'ensemble des financements climatiques destinés à l'agriculture, à la sylviculture et à la pêche, qui s'élèvent collectivement à 4 milliards de dollars. Le Nigeria, l'Inde et l'Éthiopie en ont été les principaux bénéficiaires, recevant un total de 1,8 milliard de dollars pour leurs projets agroalimentaires. Toutefois, certains des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire, comme le Soudan, la Sierra Leone et la Zambie, ont reçu moins de 20 millions de dollars chacun.



Financement public de la lutte contre le changement climatique acheminé vers différents secteurs. Financement annuel (en milliards de dollars) entre 2012 et 2021



Principaux canaux de distribution du financement climatique. Canalisation du financement climatique vers les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche



Financement climatique pour les agriculteurs familiaux et l'agriculture durable

Le rapport 2022 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité au changement climatique a conclu que le moyen le plus efficace de créer des systèmes alimentaires plus durables et résilients au changement climatique est de travailler avec la nature, de diversifier les cultures en produisant une plus grande variété de cultures locales, y compris des variétés indigènes, ou en mélangeant les cultures, l'élevage, la sylviculture et la pêche. Le rapport révèle qu'il est aussi nécessaire de créer des solutions communautaires qui s'appuient sur l'expertise et l'expérience locales. Pourtant, les flux de financement climatique destinés aux petits exploitants familiaux et à l'agriculture durable sont faibles.

Petits exploitants familiaux : état des lieux de la situation en 2021

Seuls 2 milliards de dollars, soit 2 % du financement public international pour le climat, ont été consacrés aux petits exploitants familiaux et aux communautés rurales en 2021, ce qui équivaut à un quart (24 %) du financement public international pour le climat consacré au secteur agroalimentaire (agriculture, sylviculture et pêche).

Étant donné que la grande majorité (95 %) du financement climatique pour les petits agriculteurs familiaux provient de sources publiques, cela équivaut à environ 0,3 % des 653 milliards de dollars de financement climatique international provenant de sources publiques et privées.

En 2021, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le Fonds international de développement agricole (FIDA) des Nations unies étaient les principaux bailleurs de fonds des petites exploitations agricoles et des communautés rurales. La majorité des financements (90 %) était consacrée à l'adaptation et près de la moitié était attribuée à six pays seulement - les Philippines, le Brésil, l'Inde, le Mozambique, l'Éthiopie et le Maroc - ainsi qu'à des projets régionaux en Afrique.

La majorité des fonds (80 %) a été distribuée par l'intermédiaire des gouvernements bénéficiaires, des ONG des pays donateurs, des gouvernements centraux et du FIDA. Cette approche - potentiellement basée sur l'idée fautive que les principales organisations d'agriculteurs n'ont pas la capacité organisationnelle nécessaire pour gérer des fonds importants - constitue souvent un obstacle au financement de la lutte contre le changement climatique. Par exemple, les [organisations d'agriculteurs familiaux](#) constatent souvent qu'elles ne sont pas éligibles pour demander des fonds, qu'elles ne savent pas où s'adresser ni comment procéder pour demander un financement, ou qu'elles n'ont pas la capacité de s'engager dans des processus de demande longs et coûteux, et que le type de financement disponible ne correspond souvent pas à leurs besoins.



Des partenaires puissants en crise

L'Association des agriculteurs asiatiques pour le développement rural durable (AFA) a créé un programme de prêts à réponse rapide pour aider les agriculteurs à diversifier leur production et à s'adapter à la crise du Covid.

Le fonds renouvelable, géré par l'AFA, a distribué 1,8 million de dollars de prêts à 20 264 petits exploitants familiaux dans huit pays différents par l'intermédiaire d'un réseau d'organisations paysannes nationales et locales. Les prêts ont été proposés à des taux d'intérêt abordables, sans exigence de garantie et avec des critères d'éligibilité simples. Ils ont été accompagnés de conseils et d'un soutien sur la manière de diversifier les cultures et d'accéder aux marchés. Tous les prêts ont été remboursés.

Au Sri Lanka, Lansantha, qui n'avait aucune source de revenus au début de la pandémie de Covid-19, a déclaré : "Pour moi, recevoir 30 000 roupies (100 dollars) à l'époque, c'était comme recevoir 300 000 roupies : nous étions confinés à la maison et n'avions aucun revenu. J'ai investi les fonds dans la culture bananière. J'ai également planté du curcuma, du gingembre et du manioc. Je pense avoir regagné les 30 000 roupies en vendant ma récolte de manioc, et je n'ai pas encore récolté de bananes.



Flux de financement accordés aux petits exploitants par région, par rapport au financement du secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche et au financement public global de la lutte contre le changement climatique en 2021 (milliards de dollars)

Région	Total des financements Milliards de dollars	Financement de l'agroalimentaire Milliards de dollars	Petits exploitants et communautés rurales Milliards de dollars	% du financement total accordé aux petits exploitants et communautés rurales	% du financement agroalimentaire accordé aux petits exploitants et communautés rurales
Afrique	28.4	4.35	1.03	3.62	23.61
Amérique	13.0	0.84	0.26	2.13	32.98
Asie	28.3	1.66	0.56	1.97	33.55
Amérique centrale & Caraïbes	2.1	0.10	0.0	2.24	47.0
L'Europe	7.6	0.29	0.02	0.28	7.24
Moyen-Orient	1.3	0.06	0.002	0.16	3.33
Océanie	1.4	0.09	0.01	0.64	10.0
Amérique du Sud	2.1	0.20	0.04	2.00	21.00
Non spécifié	12.5	0.79	0.07	0.53	8.35
Total	96.8	8.38	2.05	2.12	24.44



Agriculture durable et agroécologie : état des lieux de la situation en 2021

Seul un cinquième (19 %) des 8,4 milliards de dollars de financement public international pour le climat consacrés au secteur agroalimentaire en 2021 a été utilisé pour soutenir des pratiques durables (1,6 milliard de dollars). Ce chiffre est dérisoire par rapport aux subventions gouvernementales [estimées à 470 milliards de dollars par an](#) qui soutiennent des pratiques agricoles préjudiciables aux personnes et à l'environnement.

183 millions de dollars de financement public international pour le climat ont été alloués à des projets qui incluaient l'agroécologie dans leur description. Selon la FAO, [l'agroécologie](#) - qui prend en compte la nature et responsabilise les communautés locales - est l'une des approches les plus prometteuses pour créer des systèmes alimentaires plus résilients et durables.

L'Afrique a perçu plus de la moitié des fonds destinés au développement de pratiques durables, tandis que 7 % seulement ont été dépensés en Amérique du Sud et 2 % en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Au total, 1,4 milliard de dollars ont été affectés à des activités principalement axées sur l'adaptation et 900 millions de dollars à des activités principalement axées sur l'atténuation. Un montant de 680 millions de dollars a été affecté à des projets soutenant à la fois l'atténuation et l'adaptation.

L'Allemagne, la Norvège, l'UE, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement ont été les plus grands contributeurs au développement d'une agriculture durable, dépensant collectivement 813 millions de dollars en 2021. Toutefois, des [analyses](#) réalisées ailleurs montrent que même les principaux bailleurs de fonds pour l'agriculture durable, comme l'Union Européenne (UE), dépensent davantage pour l'agriculture conventionnelle et industrielle. Par exemple, près de la moitié du financement climatique de l'UE pour le secteur agroalimentaire soutient l'agriculture conventionnelle et industrielle et seulement 2,7 % (9,16 millions de dollars) ont été dépensés pour des projets soutenant l'agroécologie entre 2016 et 2018.





L'arbre à pain : La super culture des Fidji

Kaitu Erasito est un agriculteur familial des Fidji qui, avec le soutien du [réseau des organisations agricoles des îles du Pacifique](#), travaille avec d'autres agriculteurs de sa communauté pour tester des techniques d'adaptation appropriées au contexte local.

Kaitu a planté des arbres à pain en même temps que d'autres cultures telles que l'ananas et le manioc afin de diversifier la production et de renforcer la résilience au changement climatique. Les arbres à pain résistent à la sécheresse et sont rarement déracinés par les cyclones et les tempêtes. Le fruit de l'arbre à pain est également un aliment de base nutritif qui est consommé dans tout le Pacifique, que ce soit rôti, cuit au four, bouilli, frit, séché ou moulu en farine.

Pour protéger les cultures les plus vulnérables, comme les papayes, les agriculteurs essaient des approches simples telles que l'élagage, qui permet à la fois d'augmenter la productivité et d'éviter que les arbres soient détruits par les cyclones.

La plantation d'arbres contribue également à réduire les émissions de gaz à effet de serre, car ils séquestrent le carbone pendant toute leur durée de vie.



Conclusion

L'analyse des flux financiers de l'OCDE consacrés au changement climatique révèle que les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation reçoivent un montant relativement faible de ce financement. En outre, seule une fraction des dépenses du secteur est destinée aux petits exploitants familiaux et à l'agriculture durable, malgré leur importance cruciale pour l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets pour la sécurité alimentaire et le développement durable.

Tandis que la crise climatique pousse le système alimentaire mondial toujours plus près de l'effondrement, il est vital que les gouvernements reconnaissent les agriculteurs familiaux comme des partenaires puissants dans la lutte contre le changement climatique et qu'ils veillent à ce que le système alimentaire mondial ne s'effondre pas, tout en garantissant :

- **Une hausse des flux de financement du climat accordés à des pratiques véritablement durables et résilientes au changement climatique, y compris aux approches agroécologiques.** Cela implique de créer des fonds qui soutiennent des approches diverses et respectueuses de la nature, et créent des solutions communautaires qui s'appuient sur l'expertise et l'expérience traditionnelles.
- **Un accès direct à davantage de financements climatiques pour les petits exploitants familiaux.** Les mécanismes de financement et les fonds devraient être développés en collaboration avec les organisations d'agriculteurs pour s'assurer qu'ils répondent à leurs besoins. Ils devraient par ailleurs donner la priorité à un financement flexible à plus long terme afin que les communautés puissent déterminer leurs propres priorités.
- **Le rôle des petits agriculteurs familiaux en tant que puissants catalyseurs** de l'action climatique, de la transformation des systèmes alimentaires et de la protection de la biodiversité est reconnu et ils ont leur mot à dire dans la prise de décisions sur l'alimentation et le climat aux niveaux local, national, régional et international. Cela inclut les décisions relatives au financement de la lutte contre le changement climatique et à la planification de l'adaptation, à la réforme agraire et aux subventions agricoles.



Ce rapport est publié par des organisations et des réseaux d'agriculteurs familiaux représentant plus de 35 millions d'agriculteurs dans le monde. Il est soutenu par la [Foundation for Farmers Organisations et Restorative Action](#) et le [Mécanisme forêts et paysans](#). L'analyse a été réalisée par [Climate Focus](#).



Les réseaux d'agriculteurs sont les suivants: Association des agriculteurs asiatiques pour un développement rural durable (AFA), Confédération des organisations de producteurs familiaux du Grand Mercosur (COPROFAM), Fédération des agriculteurs d'Afrique de l'Est (EAFF), Forum des petits agriculteurs d'Afrique orientale et australe (ESAFF), Forum rural mondial (FRM), Plate-forme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), Programme régional de dialogue rural (PDRR), Réseau des organisations paysannes des îles du Pacifique (PIFON), Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et Union des agriculteurs du Maghreb et d'Afrique du Nord (UMNAGRI).



Ce travail a été rendu possible grâce au soutien du [Climate Emergency Collaboration Group](#), un projet parrainé par Rockefeller Philanthropy Advisors.

